LIBYE

Seif Al-Islam Kadhafi, recherché par la CPI, arrêté hier

Seif al-Islam Kadhafi, dernier fils encore en cavale de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et recherché par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité, a été arrêté par d'anciens rebelles dans le sud de la Libye.

Longtemps présenté comme le successeur potentiel de son père, Seif al-Islam «a été arrêté dans le sud libyen», a déclaré à l'AFP Mohammed al-Allagui, le ministre de la Justice et des droits de l'Homme au sein du Conseil national de transition (CNT), sans plus de précision. Lors d'une conférence de presse à Tripoli, le chef «des opérations des thowar (révolutionnaires) de Zenten», Bachir Taïb, a ensuite annoncé que ses hommes avaient «arrêté Seif al-Islam avec trois de ses collaborateurs dans la région d'Oubari». «Il sera transféré à Zenten», à 170 km au sud-ouest de Tripoli, a-t-il ajouté sous les applaudissements des personnes l'entourant, tout en précisant qu'il revenait au CNT, issu de l'ancienne rébellion et désormais en charge du pays, de décider si Seif al-Islam serait remis à la CPI.

La chaîne de télévision libyenne Libya al-Ahrar, financée par le Qatar, a diffusé une photo de Seif al-Islam présentée comme la première après sa capture. On l'y voit arborant une barbe nourrie, allongé sur un divan, une couverture sur les jambes, et montrant sa main droite dont trois doigts sont bandés.

Agé de 39 ans, Seif al-Islam a longtemps semblé vouloir moderniser son pays et normaliser les relations avec l'Occident. Mais dès le déclenchement de l'insurrection à la mi-février, il n'a eu de cesse de tenir un langage guerrier, luttant bec et ongles pour essayer de sauver le régime de son père. Depuis le 27 juin, il fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI sur des soupçons de crimes contre l'humanité. Il est accusé d'avoir joué un «rôle-clé dans la mise en œuvre d'un plan» conçu par son père pour «réprimer par tous les moyens» le soulèvement populaire. Le conflit s'est achevé le 23 octobre avec la proclamation par le CNT de la «libération totale» du pays, trois jours après la mort de Mouammar Kadhafi, tué après sa capture à Syrte dans l'Est libyen par des combattants du CNT. Le mandat d'arrêt de la CPI visait également l'ancien dirigeant lui-même, ainsi qui son beau-frère Abdallah Al-Senoussi, ancien chef des services de renseignements. Des sources sécuritaires nigérienne et malienne ont affirmé que M. Senoussi s'était réfugié fin octobre au Mali. M. Taïb a déclaré ne pas avoir d'informations au sujet de M. Senoussi. Mais le Conseil des thowar de Tripoli, présidé par Abdallah Naker, originaire de Zenten, a affirmé, en citant des témoins, que M. Senoussi avait été vu dans la région d'al-Guirah, dans le sud libyen.

A Tripoli, des klaxons et des tirs de joie ont retenti pour célébrer l'annonce de l'arrestation de Seif al-Islam. Dans la matinée, la capitale avait bruissé de rumeurs sur cette capture du fils le plus en vue de Mouammar Kadhafi.

Seif al-Islam n'était plus apparu en public depuis la nuit du 22 au 23 août lorsque, donné pour capturé par la rébellion, il avait paradé devant les journalistes étrangers en assurant que tout allait «bien» à Tripoli, quelques heures avant la chute du QG de Kadhafi dans la capitale. Le 9 novembre, le procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, avait assuré que son arrestation n'était qu'une «question de temps». Il a plusieurs fois déclaré avoir eu des «contacts» avec Seif Al-Islam via des intermédiaires en vue d'une éventuelle reddition. Seif al-Islam était le dernier des fils de Mouammar Kadhafi encore recherché en Libye. Trois de ses frères ont été tués pendant le conflit, Seif al-Arab dans un bombardement de l'Otan en avril, Khamis dans des combats après la chute de Tripoli fin août et Mouatassim après son arrestation à Syrte le 20 octobre.

Les autres enfants de l'ancien dirigeant ont trouvé refuge dans des pays voisins, Mohamed, Hannibal et Aïcha en Algérie avec Safiya, la veuve de Kadhafi, et Saadi au Niger.

Photo : DR

L'UE appelle la Libye à coopérer avec la CPI

La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a appelé hier les autorités libyennes à coopérer pleinement avec la Cour pénale internationale (CPI) pour traduire en justice Seif al-Islam Kadhafi, le fils de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, arrêté par d'anciens rebelles. Prenant note de son arrestation dans le sud du pays, Mme Ashton a estimé que «les autorités libyennes devraient, désormais, faire en sorte que Seif Al-Islam soit traduit en justice dans le respect des principes d'un procès en règle et en pleine coopération avec la CPI» qui le recherche pour crimes contre l'humanité.

«Il a joué un rôle clé dans l'ancien régime» et sa capture marque une «étape très significative», a jugé Mme Ashton dans un communiqué transmis à l'AFP.

«La Libye a entamé un processus de transition démocratique à la suite d'un conflit douloureux et sanglant et près de 42 ans de dictature. Il est important pour la réconciliation nationale à l'avenir que ceux qui sont responsables de violations des droits de l'homme commises tant avant que pendant le récent conflit soient traduits en justice, et que les faits qui ont accompagné ces violations soient mis en lumière», souligne Mme Ashton.

SYRIE

Nouvelle journée de violence malgré l'ultimatum arabe

Les troupes syriennes ont bombardé à l'artillerie lourde une localité en proie à la contestation et tué trois personnes, à quelques heures de l'expiration hier d'un ultimatum de la Ligue arabe sommant le régime de cesser la répression de la révolte populaire.

Dans le même temps, de plus en plus de voix s'élevaient pour mettre en garde contre une guerre civile dans le pays. L'armée syrienne, chargée de réprimer la contestation, a pénétré à Chezar, dans la région de Hama (centre), après l'avoir bombardée à l'artillerie lourde. «Elle a ensuite procédé à une campagne de perquisitions», selon les Comités locaux de coordination (LCC), un groupe chapeautant les contestataires.

Un civil a été tué lors des perquisitions dans un autre secteur de la région de Hama, et deux militaires ayant fait défection ont péri dans des affrontements avec les soldats dans la région de Homs (centre), selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé au Royaume-Uni. Ces nouvelles violences surviennent au lendemain de la mort de 15 civils, dont deux enfants, tués par les forces de sécurité qui ont tiré pour disperser des manifestations appelant à la chute du régime dans plusieurs villes, ont précisé les LCC et l'OSDH.

Le régime du président Bachar al-Assad n'a pas officiellement répondu aux injonctions de la Ligue arabe qui lui a donné mercredi trois jours pour cesser la répression des civils sous peine de sanctions économiques, après avoir suspendu la Syrie des travaux de l'organisation. Selon une source auprès de la Ligue arabe, qui a son siège au Caire, le délai accordé au régime expirait hier à minuit (22h GMT). Le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Ahmed ben Hilli, a déclaré que l'organisation panarabe publierait un communiqué dans la journée, sans autre précision. Vendredi, la Ligue arabe a dit examiner une demande syrienne de modifications à sa proposition d'envoyer à Damas une délégation de 500 observateurs pour s'assurer de la sécurité des populations civiles.

Les pays arabes reprochent au gouvernement syrien de ne pas respecter, contrairement à sa promesse, le plan de sortie de crise arabe qui prévoit la fin des violences, le retrait des troupes des villes, la libération de milliers de détenus et l'envoi d'observateurs arabes sur le terrain. Face à la recrudescence des violences, les Etats-Unis, la France, la Turquie mais aussi l'Iran ont dit craindre une «guerre civile» en Syrie alors que les attaques de militaires dissidents se multiplient parallèlement aux manifestations pacifiques. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a évoqué la possibilité d'une «guerre civile, avec une opposition très déterminée, bien armée et finalement bien financée». L'Armée syrienne libre (ASL), qui regroupe des soldats insoumis, a intensifié son action ces dernières semaines, menant des attaques à la roquette contre des centres des services secrets et du parti au pouvoir. Le chef de la diplomatie française, Alain Juppé, a appelé l'opposition syrienne à éviter «le recours à l'insurrection armée». Les Etats-Unis, l'Union européenne et la Turquie ont dit préconiser une accentuation des sanctions. Paris, Berlin et Londres veulent présenter au Comité des droits de l'Homme de l'Assemblée générale de l'ONU une résolution condamnant la répression et un vote devrait intervenir mardi. Malgré les pressions croissantes de l'Occident et des Arabes, M. Assad peut encore se targuer des soutiens de ses alliés chinois et russe, lesquels refusent toute ingérence étrangère en Syrie en dépit des violences qui ont fait plus de 3.500 morts en huit mois selon l'ONU. De son côté, l'Organisation de coopération islamique a annoncé la tenue le 26 novembre d'une réunion de son Comité exécutif pour exhorter le régime à «arrêter le bain de sang».

IRAN

Le général tué travaillait sur un missile intercontinental

Le général iranien tué dans l'explosion d'un dépôt de munitions des Gardiens de la révolution, le 12 novembre, dans la banlieue de Téhéran travaillait sur un missile intercontinental au moment de sa mort, a annoncé son frère au quotidien d'Etat *Iran* hier.

Le général Hassan Moghadam, responsable des programmes d'armement des Pasdaran et fondateur de leurs forces balistiques, travaillait sur «un projet lié à des missiles balistiques intercontinentaux», a assuré son frère Mohammad Tehrani Moghadam, lui-même un commandant des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime.

Les autorités iraniennes ont cependant assuré que l'explosion, qui a fait au total au moins 36 morts selon différents bilans partiels publiés dans la presse locale compilés par l'AFP, était un accident, rejetant les spéculations sur une implication d'Israël ou des Etats-Unis. Selon Mohammad Tehrani Moghadam, le projet de missile de son frère était «dans sa phase finale» et «complètement hi-tech et secret», et la mort du général ne l'empêchera pas d'aboutir. Mercredi, le chef d'état-major iranien, le général Hassan Firouzabadi, avait déclaré que la base où l'explosion s'est produite abritait les travaux de développement d'un «produit expérimental» militaire susceptible d'être utilisé contre les Etats-Unis ou Israël.

Selon lui, l'explosion a simplement retardé le programme de «deux semaines».

ÉGYPTE

Violents affrontements entre policiers et manifestants place Tahrir

Des affrontements ont eu lieu, hier, place Tahrir au Caire entre la police et des manifestants après la dispersion par les forces de l'ordre d'un sit-in mené par des blessés de la révolte du début de l'année.

Entamés dans la matinée, les affrontements se sont intensifiés dans l'après-midi avec des charges de la police anti-émeutes, qui a fait usage de gaz lacrymogènes, tandis que des dizaines de manifestants répliquaient en lançant des projectiles, selon un journaliste de l'AFP. La police s'est ensuite retirée dans les rues bordant l'emblématique place du Caire, alors que les manifestants scandaient des slogans réclamant la chute du maréchal Tantaoui, qui dirige le Conseil suprême des forces armées (CSFA), dépositaire du pouvoir depuis la chute du président Hosni Moubarak le 11 février.

Dans la matinée, la police avait pénétré sur la place Tahrir pour disperser un sit-in mené par des blessés ainsi que des proches des tués lors de la révolte de janvier/février, selon l'agence officielle égyptienne Mena. Peu après, des affrontements ont éclaté entre la police anti-émeutes et environ 200 manifestants, selon une journaliste de l'AFP. Les manifestants ont jeté des projectiles en direction des policiers, qui répliquaient à coups de matraque.

Selon un responsable de la sécurité, des dizaines de personnes ont été légèrement blessées, notamment des policiers, et plusieurs manifestants ont été arrêtés. Le sit-in, qui durait depuis plusieurs jours, réclamait que soient rapidement jugés les policiers et les dirigeants responsables des violences qui ont fait, selon des sources officielles, environ 850 morts et des milliers de blessés pendant les 18 jours de révolte.

M. Moubarak, son ministre de l'Intérieur et des responsables de la sécurité sont actuellement jugés pour avoir ordonné aux forces de l'ordre d'ouvrir le feu sur les protestataires. Vendredi, les participants au sit-in avaient été rejoints par quelques-uns des dizaines de milliers de manifestants, en majorité islamistes, exigeant que l'armée transfère rapidement le pouvoir à un gouvernement civil.

Les premières élections législatives depuis la chute de M. Moubarak doivent débuter le 28 novembre pour s'étaler sur près de quatre mois.